

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**
1713 Bedford Row
Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)
B3J 1T3
Bid Fax: (902) 496-5016

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet URINALYSIS SAMPLE COLLETION SERVICE	
Solicitation No. - N° de l'invitation 21280-130024/A	Date 2012-09-12
Client Reference No. - N° de référence du client 21280-13-0024	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$HAL-305-8767	
File No. - N° de dossier HAL-2-68037 (305)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-09-27	Time Zone Fuseau horaire Atlantic Daylight Saving Time ADT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Collier, Susan	Buyer Id - Id de l'acheteur hal305
Telephone No. - N° de téléphone (902) 496-5350 ()	FAX No. - N° de FAX (902) 496-5016
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: CORRECTIONAL SERVICE OF CANADA AS PER CALL UP Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Issuing Office - Bureau de distribution
Acquisitions
1713 Bedford Row
Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)
B3J 3C9

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUSMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection
3. Exigences relatives à la sécurité

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations pour le Code de conduite - Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire
2. Attestations préalables à l'attribution du contrat et attestations exigées avec la soumission

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Clauses du Guide des CCUA
9. Exigences en matière d'assurance
10. Attestations
11. Lois applicables
12. Ordre de priorité des documents
13. Clauses du Guide des CCUA

Liste des annexes

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
Annexe D	Critères d'évaluation technique - Exigences obligatoires
Annexe E	Code de conduite

Pièces jointes

- | | |
|----------------|---|
| Pièce jointe 1 | Registre des analyses d'urine |
| Pièce jointe 2 | Directive du commissaire - Prise et analyse d'échantillons d'urine dans la collectivité |
| Pièce jointe 3 | <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> |
| Pièce jointe 4 | <i>Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> |

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 4 - Procédures d'évaluation et méthode de sélection, et Partie 6 - Clauses du contrat subséquent.

2. Énoncé des travaux

Objectif et contexte

Le Service correctionnel du Canada (SCC) requiert des services de prélèvement d'échantillons d'urine pour analyse, auprès de délinquantes et de délinquants en surveillance communautaire, conformément à la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Les échantillons recueillis seront acheminés à un laboratoire où ils seront analysés afin de déterminer si les délinquants ont pris de l'alcool ou des drogues. Le prélèvement d'échantillons pour analyse permet au SCC de surveiller les délinquants qui sont soumis à des conditions spéciales et tenus de pratiquer l'abstinence.

Exigences

L'entrepreneur doit fournir au SCC des services de prélèvement d'échantillons pour analyse d'urine, selon les besoins, pour la durée du contrat, pendant une période de un (1) an allant du 1^{er} octobre 2012 au 30 septembre 2013, avec une option de prolongation de deux périodes d'une (1) année, conformément à la Directive du commissaire n° 566-11, aux articles 55 à 57 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, et aux articles 60 à 62 et 65 à 72 (a et b) du *Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dont des copies sont jointes. Aux termes du présent contrat, le SCC ne peut garantir le nombre de délinquants qui seront dirigés vers l'entrepreneur pour la collecte d'échantillons d'urine ni la fréquence des prélèvements.

Les contenants de prélèvement, les étiquettes, les formules et le matériel d'expédition seront fournis à l'entrepreneur gratuitement.

Un formulaire de consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire doit être fourni avec l'offre, au plus tard à la date de clôture de la demande de propositions, pour chaque membre du conseil de direction de l'offrant. (Voir annexe E)

Pour ce besoin, une préférence est accordée aux produits ou aux services canadiens.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2012-07-11) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : quatre-vingt-dix (90) jours

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Nouvelle-Écosse et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (une (1) copie papier)

Section II : Soumission financière (une (1) copie papier)

Section III : Attestations (une (1) copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si trois (3) soumissions ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les soumissions accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les soumissions reçues seront évaluées. Si des soumissions

accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de trois soumissions recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des soumissions accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres soumissions reçues seront évaluées.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les parties qui soumettent une proposition conviennent que, pour être jugée recevable, leur proposition DOIT répondre à toutes les exigences obligatoires suivantes. Les propositions doivent être étayées par des détails pertinents et suffisants, particulièrement lorsque des preuves à l'appui sont nécessaires pour satisfaire à un critère obligatoire. Les soumissions qui ne satisfont pas à toutes ces exigences obligatoires ne seront pas retenues pour examen.

VOIR ANNEXE D - Critères d'évaluation technique

1.1.2 Obligatoire - Code de conduite

Un formulaire de Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire doit être présenté avec la demande de propositions au plus tard à la date de clôture des soumissions pour chaque membre du conseil de direction de l'offrant.

VOIR ANNEXE E - Formulaire de Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire

1.2 Évaluation financière

Le prix total du soumissionnaire sera calculé d'après le total des coûts estimés pour la durée du contrat et deux (2) périodes optionnelles additionnelles d'un (1) an, conformément à l'annexe B - Base de paiement, ci-jointe.

2. Méthode de sélection

2.1 Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

3. Exigences relatives à la sécurité

1. À la date de clôture des soumissions, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité *d'organisme valable tel qu'indiquée à la Partie 6 - Clauses du contrat subséquent*;
- b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiquée à la Partie 6 - Clauses du contrat subséquent;
- c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.

2. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de

soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires »
(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

Attestations exigées avec la soumission

1. Attestations pour le Code de conduite - Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire

1.1 Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, à la date de clôture de l'invitation à soumissionner:

- a) la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire;
- b) un formulaire de (PWGSC-TPSGC 229) dûment complété et signé, pour chacun des individus nommés dans la liste.

2. Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

2.1 Programme de contrats fédéraux - plus de 25 000\$ et moins de 200 000\$- A3031T (2010-08-16)

Les fournisseurs qui sont assujettis au Programme de contrats fédéraux (PCF) et qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

A.() n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents et/ou temporaires, ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;

B.() n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;

C.() est assujéti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein, ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus.

D.() n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____.

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

2.2 Attestation pour ancien fonctionnaire - A3025T (2010-01-11)

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

a.un individu;

b.un individu qui s'est incorporé;

c.une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou

d.une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, dans le contexte de la formule de réduction des honoraires, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension dans la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les

allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini ci-dessus? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

a.le nom de l'ancien fonctionnaire;

b.la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

Programme de réduction des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? Oui () No ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

a.le nom de l'ancien fonctionnaire;

b.les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;

c.la date de la cessation d'emploi;

d.le montant du paiement forfaitaire;

e.le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;

f.la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;

g.nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

Attestation

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que l'information fournie par le soumissionnaire pour répondre aux exigences ci-dessus est exacte et complète.

2.3 Attestation du contenu canadien

2.3.1. Clause du Guide des CCUA A3050T (2010-01-11) Définition du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande de soumissions, les soumissionnaires reconnaissent que seulement les soumissions pour les articles accompagnées d'une attestation à l'effet que le ou les articles offerts sont des produits canadiens, tel qu'il est défini dans la clause A3050T, peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec la soumission aura pour conséquence que l'article ou les articles offerts seront traités comme des produits non-canadiens.

() l'article ou les articles offerts et identifiés comme produits canadiens sont des produits canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 1 de la clause A3050T.

Signature

Date

2.4 Statut et disponibilité du personnel - A3005T (2010-08-16)

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

2.5 Études et expérience - A3010T (2010-08-16)

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. L'entrepreneur NE DOIT PAS emporter de renseignements ou de biens PROTÉGÉS hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
5. L'entrepreneur doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;

b) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

2. Énoncé des travaux

Objectif et contexte

Le Service correctionnel du Canada (SCC) requiert des services de prélèvement d'échantillons d'urine pour analyse, auprès de délinquantes et de délinquants en surveillance communautaire, conformément à la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Les échantillons recueillis seront acheminés à un laboratoire où ils seront analysés afin de déterminer si les délinquants ont pris de l'alcool ou des drogues. Le prélèvement d'échantillons pour analyse permet au SCC de surveiller les délinquants qui sont soumis à des conditions spéciales et tenus de pratiquer l'abstinence.

Exigences

L'entrepreneur doit fournir au SCC des services de prélèvement d'échantillons pour analyse d'urine, selon les besoins, pour la durée du contrat, pendant une période de un (1) an allant du 1^{er} octobre 2012 au 30 septembre 2013, avec une option de prolongation de deux périodes d'une (1) année, conformément à la Directive du commissaire n° 566-11, aux articles 55 à 57 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, et aux articles 60 à 62 et 65 à 72 (a et b) du *Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dont des copies sont jointes. Aux termes du présent contrat, le SCC ne peut garantir le nombre de délinquants qui seront dirigés vers l'entrepreneur pour la collecte d'échantillons d'urine ni la fréquence des prélèvements.

Les contenants de prélèvement, les étiquettes, les formules et le matériel d'expédition seront fournis à l'entrepreneur gratuitement.

Un formulaire de consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire doit être fourni avec l'offre, au plus tard à la date de clôture de la demande de propositions, pour chaque membre du conseil de direction de l'offrant. (Voir annexe E)

Pour ce besoin, une préférence est accordée aux produits ou aux services canadiens.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisee-s-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>

3.1 Conditions générales

2010B (2012-07-16), *Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.*

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

Le contrat sera en vigueur du 1^{er} octobre 2012 au 30 septembre 2013 inclusivement.

4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux (2) périodes supplémentaires de une (1) année chacune, selon les mêmes conditions.

L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins dix (10) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Susan Collier

Supply Specialist | Spécialiste en approvisionnement

Acquisitions | Approvisionnements

Public Works and Government Services Canada | Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

1713 Bedford Row, Halifax, NS B3J 1T3 | 1713 Bedford Row Halifax, (N.É.) B3J 1T3

susan.collier@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Telephone | Téléphone 902-496-5350

Facsimile | Télécopieur 902-496-5016

Teletypewriter | Téléimprimeur 1-800-926-9105

Government of Canada | Gouvernement du Canada

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est (au moment de l'attribution du contrat) :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ _

Télécopieur : ____ _

Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____

Titre : _____

Entreprise : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

6. Paiement

6.1 Base de paiement

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$. Les droits de douane sont inclus, et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

-2006.2 Frais de déplacement et de subsistance

L'entrepreneur sera remboursé pour les frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et correctement engagés pour l'exécution des travaux, au prix coûtant, conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux. Tous les paiements peuvent faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.

TOUT DÉPLACEMENT DOIT ÊTRE APPROUVÉ AU PRÉALABLE PAR LE RESPONSABLE DU PROJET.

Coût estimatif : Voir l'annexe B

6.3 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$ (à remplir au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus, et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou

b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou

c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.4 Clauses du *Guide des CCUA*

A9117C T1204 - demande directe du ministère client **(2007-11-30)**
H1008C Paiement mensuel **(2008-05-12)**

7. Instructions relatives à la facturation

7.1.1 L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément à la section intitulée « Présentation des factures » des Conditions générales. Aucune facture ne peut être présentée avant que tous les travaux y figurant n'aient été exécutés.

7.1.2 Chaque facture mensuelle doit inclure :

- a) le numéro du contrat
- b) le numéro de la facture
- c) la date de la facture
- d) le nom et l'adresse de l'entrepreneur
- e) le nom du projet
- f) le nom du client et son numéro SED
- g) la date du service
- h) les coûts et frais de déplacement à rembourser
- i) les collectes multiples le même jour et au même endroit
- j) les heures de départ et de retour, si l'entrepreneur demande un remboursement au taux par kilomètre
- k) les points de départ et d'arrivée, si l'entrepreneur demande un remboursement au taux par kilomètre
- l) le nombre de kilomètres pour lesquels l'entrepreneur demande un remboursement
- m) les rapports à joindre à la facture mensuelle
- n) la signature de l'entrepreneur

7.1.3 Les factures doivent être distribuées comme suit ET à l'adresse suivante :

Bureau sectoriel de la Nouvelle-Écosse
2131, rue Gottingen, bureau 200
Halifax (N.-É.) B3K 5Z7

8. Attestations

8.1 Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

8.2 Clauses du *Guide des CCUA*

A9068C Règlements concernant les emplacements du gouvernement **(2010-01-11)**
C0710C Vérification du temps et du prix contractuel **(2007-11-30)**

9. Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues indiquées ci-dessous. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

9.1 Commercial General Liability Insurance - G2001C (2008-05-12)

1.The Contractor must obtain Commercial General Liability Insurance, and maintain it in force throughout the duration of the Contract, in an amount usual for a contract of this nature, but for not less than \$2,000,000 per accident or occurrence and in the annual aggregate.

2.The Commercial General Liability policy must include the following:

a.Additional Insured: Canada is added as an additional insured, but only with respect to liability arising out of the Contractor's performance of the Contract. The interest of Canada should read as follows: Canada, as represented by Public Works and Government Services Canada.

b.Bodily Injury and Property Damage to third parties arising out of the operations of the Contractor.

c.Products and Completed Operations: Coverage for bodily injury or property damage arising out of goods or products manufactured, sold, handled, or distributed by the Contractor and/or arising out of operations that have been completed by the Contractor.

d.Personal Injury: While not limited to, the coverage must include Violation of Privacy, Libel and Slander, False Arrest, Detention or Imprisonment and Defamation of Character.

e.Cross Liability/Separation of Insureds: Without increasing the limit of liability, the policy must protect all insured parties to the full extent of coverage provided. Further, the policy must apply to each Insured in the same manner and to the same extent as if a separate policy had been issued to each.

f.Blanket Contractual Liability: The policy must, on a blanket basis or by specific reference to the Contract, extend to assumed liabilities with respect to contractual provisions.

g.Employees and, if applicable, Volunteers must be included as Additional Insured.

h.Employers' Liability (or confirmation that all employees are covered by Worker's compensation (WSIB) or similar program)

i.Broad Form Property Damage including Completed Operations: Expands the Property Damage coverage to include certain losses that would otherwise be excluded by the standard care, custody or control exclusion found in a standard policy.

j.Notice of Cancellation: The Insurer will endeavour to provide the Contracting Authority thirty (30) days written notice of policy cancellation.

k.If the policy is written on a claims-made basis, coverage must be in place for a period of at least 12 months after the completion or termination of the Contract.

l.Owners' or Contractors' Protective Liability: Covers the damages that the Contractor becomes legally obligated to pay arising out of the operations of a subcontractor.

m.Non-Owned Automobile Liability - Coverage for suits against the Contractor resulting from the use of hired or non-owned vehicles.

n.Advertising Injury: While not limited to, the endorsement must include coverage piracy or misappropriation of ideas, or infringement of copyright, trademark, title or slogan.

o.All Risks Tenants Legal Liability - to protect the Contractor for liabilities arising out of its occupancy of leased premises.

p.Amendment to the Watercraft Exclusion to extend to incidental repair operations on board watercraft.

q.Sudden and Accidental Pollution Liability (minimum 120 hours): To protect the Contractor for liabilities arising from damages caused by accidental pollution incidents.

r.Litigation Rights: Pursuant to subsection 5(d) of the Department of Justice Act, S.C. 1993, c. J-2, s.1, if a suit is instituted for or against Canada which the Insurer would, but for this clause, have the right to pursue or defend on behalf of Canada as an Additional Named Insured under the insurance policy, the Insurer must promptly contact the Attorney General of Canada to agree on the legal strategies by sending a letter, by registered mail or by courier, with an acknowledgement of receipt.

For the province of Quebec, send to:
Director Business Law Directorate,
Quebec Regional Office (Ottawa),
Department of Justice,
284 Wellington Street, Room SAT-6042,
Ottawa, Ontario, K1A 0H8

For other provinces and territories, send to:
Senior General Counsel,
Civil Litigation Section,
Department of Justice
234 Wellington Street, East Tower
Ottawa, Ontario K1A 0H8

A copy of the letter must be sent to the Contracting Authority. Canada reserves the right to co-defend any action brought against Canada. All expenses incurred by Canada to co-defend such actions will be at Canada's expense. If Canada decides to co-defend any action brought against it, and Canada does not agree to a proposed settlement agreed to by the Contractor's insurer and the plaintiff(s) that would result in the settlement or dismissal of the action against Canada, then Canada will be responsible to the Contractor's insurer for any difference between the proposed settlement amount and the amount finally awarded or paid to the plaintiffs (inclusive of costs and interest) on behalf of Canada.

9.2 Assurance responsabilité civile automobile - G2020C (2008-05-12)

1.L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.

2.La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :

a.Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;

b.Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;

c.Garantie non-assurance des tiers;

d.Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

Plus de 13 passagers : 8 000 000 \$

e. l.Responsabilité à l'égard des dommages causés à des véhicules n'appartenant pas à l'assuré :
Ontario : FMPO 27 ou 27B; Québec : FAQ n° 27; Autres provinces : SEF n° 27.

10. Certifications

10.1 Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

11. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Nouvelle-Écosse, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

12. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) 2010B (2012-07-16);
- c) Annexe A, Énoncé des travaux;
- d) Annexe B, Base de paiement;
- e) Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- f) Annexe D, Critères d'évaluation technique;
- g) Annexe E, Code de conduite;
- h) Registre des analyses d'urine;
- i) Directive du commissaire n° 566-11;
- j) *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition;*
- k) *Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*
- l) Soumission de l'entrepreneur en date du _____

13. Clauses du Guide des CCUA

Statut et disponibilité du personnel

Si pour des raisons hors de son contrôle, l'offrant est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans son offre, l'offrant peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle de l'offrant : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Solicitation No. - N° de l'invitation

21280-130024/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hal305

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21280-13-0024

File No. - N° du dossier

HAL-2-68037

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Si l'offrant est incapable de fournir un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire, le Canada pourrait mettre de côté l'offre à commandes.

Canadian Content Certification- A3060C (2008-05-12)

ANNEXE «A»**ÉNONCÉ DES TRAVAUX****SERVICES DE PRÉLÈVEMENT D'ÉCHANTILLON D'URINE POUR ANALYSE au fur et à mesure du besoin auprès de délinquantes et de délinquants en surveillance communautaire dans la province de Nouvelle Écosse.**

Cet énoncé de travail s'applique au Service correctionnel du Canada (SCC) dans la Municipalité régionale de Halifax.

BUREAU DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE DE HALIFAX, CENTRE CORRECTIONNEL COMMUNAUTAIRE DE CARLTON ET LE CENTRE COMMUNAUTAIRE CORRECTIONNEL DE L'ANNEXE CARLTON**BUREAU DE LIBÉRATION CONDITIONNEL DU SECTEUR DE HALIFAX**

Les services sont requis pour les délinquants et les délinquantes.

La collecte se fait sur place au Bureau de libération conditionnelle de Halifax entre 09h00 et 14h00 du lundi au vendredi.

2131, rue Gottingen, Bureau 200

Halifax (N.-É.) B3K 5Z7

Téléphone: 902-426-3409

Télécopieur: 902-426-8000

Maison Sir Sanford Fleming, Établissement résidentiel communautaire (ÉRC)

Les services sont requis pour les délinquants.

La collecte se fait sur place à la MSSF ÉRC pour les résidents de cette installation.

2549 rue Brunswick

Halifax NS, B3K 2Z5

Téléphone: 902-423-1219

Télécopieur: 902-492-0704

ÉRC Maison Nehiley

Les services sont requis pour les délinquantes.

La collecte se fait sur place à l'ÉRC Maison Nehiley pour les résidentes de cette installation.

3170 Av Romans

Halifax NS, B3L 3W9

Téléphone: 902-454-5532

Télécopieur: 902-454-6476

CENTRE CORRECTIONNEL COMMUNAUTAIRE DE CARLTON

Les services sont requis pour les délinquants.

La collecte se fait sur place au CCC de Carlton.

5853 rue College

Halifax NS, B3H 1X5

Téléphone: 902-426-2601

Télécopieur: 902-426-5816

CENTRE COMMUNAUTAIRE CORRECTIONNEL DE L'ANNEXE CARLTON

Les services sont requis pour les délinquants.

La collecte se fait sur place au CCC de l'Annexe Carlton.

2044 rue Gottingen, 5^e étage

Halifax NS, B3K 3A9

Téléphone: 902-426-2537

Télécopieur: 902-426-6576

OBJET ET CONTEXTE

Le Service correctionnel du Canada (SCC) requiert des services de prélèvement d'échantillons d'urine pour analyse, auprès de délinquantes et de délinquants en surveillance communautaire, conformément à la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Les échantillons recueillis seront acheminés à un laboratoire où ils seront analysés afin de déterminer si les délinquants ont pris de l'alcool ou des drogues. Le prélèvement d'échantillons pour analyse permet au SCC de surveiller les délinquants qui sont tenus de pratiquer l'abstinence.

EXIGENCES

L'entrepreneur fournira au Service correctionnel du Canada (SCC) des services de prélèvement d'échantillons d'urine pour analyse pendant la durée du contrat, selon les besoins et conformément à la Directive du commissaire n° 566-11, aux articles 55 à 57 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* ainsi qu'aux articles 60 à 62 et 65 à 72 (a et b) du *Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dont des copies sont jointes. Aux termes du présent contrat, le SCC ne peut garantir le nombre de délinquants qui seront dirigés vers l'entrepreneur pour prélèvement d'urine ni la fréquence des prélèvements.

Les contenants de prélèvement, les étiquettes, les formules et les matériels d'expédition seront fournis à l'entrepreneur gratuitement.

SERVICES REQUIS:

1. Prélever des échantillons d'urine auprès des délinquants (hommes et femmes) qui sont dirigés vers l'entrepreneur afin de déterminer s'il y a eu consommation d'alcool ou de drogues.
IMPORTANT : Le prélèvement doit être effectué par une personne du même sexe que le délinquant.
2. Établir un calendrier de prélèvement des échantillons d'urine.
3. Le SCC **ne mettra pas** de bureau ou de service de réponse téléphonique à la disposition de l'entrepreneur. Ce dernier devra obtenir lui-même ces services s'il y a lieu.
4. Remplir et remettre les formules et documents pertinents du SCC concernant les procédures de dépistage des drogues, p. ex., la formule de chaîne de possession (SCC 1065). (Fournis par le SCC.)
5. Surveiller et inspecter l'endroit réservé au prélèvement des échantillons. Le prélèvement doit être fait **sous observation directe**, c'est-à-dire **que les délinquants doivent fournir un échantillon d'urine sans obstruer la vue de l'échantillonneur, qui peut ainsi voir en tout temps le contenant et l'urine pénétrant dans le contenant.**

6. Assurer le contrôle des échantillons prélevés et noter l'information nécessaire sur la pièce à l'appui. **Un échantillon d'urine d'au moins 40 mL doit être fourni en une seule prise, conformément à l'article 9 de la Directive du commissaire n° 566 11** (ci-jointe).
7. L'entrepreneur doit prendre les rendez-vous nécessaires pour prélever les échantillons d'urine. S'il est incapable de rejoindre le client, il doit communiquer immédiatement ou au plus tard le prochain jour ouvrable avec l'agent de libération conditionnelle concerné.
8. L'entrepreneur doit informer le SCC par téléphone immédiatement ou au plus tard le prochain jour ouvrable si un délinquant ne se présente pas ou s'il refuse de fournir un échantillon ou en est incapable. Il doit ensuite envoyer un avis écrit par courriel ou par télécopieur à l'agent de libération conditionnelle du client ou à l'agent principal de libération conditionnelle aux numéros suivants :
9. Si l'entrepreneur est incapable de rejoindre ou de localiser le délinquant afin de prendre rendez-vous pour un prélèvement après deux (2) tentatives ou appels, il en informe immédiatement l'agent de libération conditionnelle du client ou l'agent principal de libération conditionnelle. L'agent ou l'agent principal devra communiquer avec le client et lui donner, à notre convenance, un rendez-vous avec l'entrepreneur dans un délai de un (1) ou deux (2) jours ouvrables. Si le client ne se présente pas pour le prélèvement, une indemnité forfaitaire en cas d'absence est alors exigible.
IMPORTANT : L'entrepreneur NE DOIT PAS demander l'indemnité forfaitaire en cas d'absence s'il est incapable de rejoindre ou de localiser le délinquant pour le prélèvement.
10. L'entrepreneur doit envoyer les échantillons prélevés par messagerie. Le responsable de l'analyse paiera les frais d'expédition à l'avance. L'entrepreneur recevra un numéro à composer pour commander les bons d'expédition prépayés.
11. L'entrepreneur peut être tenu de se rendre dans le territoire du **Bureau de libération conditionnelle de Moncton**, et dans le territoire du **Bureau de libération conditionnelle de Saint John et du Centre correctionnel communautaire Parrtown**, selon le cas, pour prélever les échantillons d'urine, et il sera rémunéré conformément à la Base de paiement à l'annexe B des présentes.
12. Dans la mesure du possible, l'entrepreneur prélèvera des échantillons multiples au même emplacement la même journée.
13. Toute demande de recours à des sous-traitants sera assujettie à l'examen et à l'approbation de l'agent principal de libération conditionnelle, et les sous-traitants devront recevoir une autorisation de sécurité du SCC.
14. Si l'entrepreneur n'est pas disponible pour un prélèvement imprévu ou urgent, le coordonnateur du programme de prise d'échantillons d'urine peut recourir à un autre entrepreneur.

RAPPORTS

L'entrepreneur doit fournir un rapport récapitulatif mensuel à joindre à sa facture mensuelle, qu'il doit remettre au Service correctionnel du Canada. Le format du rapport (Registre des analyses des urines) est ci-joint.

ASSURANCE-RESPONSABILITÉ AUTOMOBILE

L'entrepreneur doit souscrire, pendant la durée du contrat, une assurance suffisante en cas de perte, de dommages ou de blessures infligés à des tiers, à Sa Majesté ou aux employés de l'entrepreneur par suite de l'utilisation par ce dernier ou ses employés de véhicules pendant l'exercice de leurs fonctions en vertu du présent contrat. Sa Majesté ne peut être tenue responsable des pertes, dommages ou blessures causés par l'entrepreneur ou les employés de ce dernier.

AUTORISATION DE SÉCURITÉ ET SOUS-TRAITANTS

Toute demande de recours à des sous-traitants devra être examinée et approuvée par le chargé du projet et doivent recevoir une autorisation de sécurité du SCC. Les membres du personnel de l'entrepreneur, incluant les nouveaux employés et/ou personnel remplaçant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de **FIABILITÉ** en vigueur.

FERMETURE D'INSTALLATIONS DU GOUVERNEMENT

Le personnel de l'entrepreneur est à l'emploi de ce dernier et est rémunéré en fonction des services rendus. Lorsque des employés du fournisseur assurent des services dans des locaux du gouvernement conformément au présent contrat et que ces locaux deviennent inaccessibles en raison d'une évacuation ou de la fermeture d'installations du gouvernement, et qu'aucun travail ne peut alors être effectué, le Canada ne sera pas tenu de rémunérer l'entrepreneur pendant la période de fermeture.

RELATIONS DE TRAVAIL

Le présent contrat prévoit la prestation d'un service, et l'entrepreneur a été sélectionné à titre d'entrepreneur indépendant à seule fin de fournir un service. L'entrepreneur lui-même ou un remplaçant éventuel n'est pas embauché en tant qu'employé, fonctionnaire ou représentant de la Couronne. L'entrepreneur (fournisseur) assume l'entière responsabilité du paiement des cotisations et retenues salariales requises, notamment pour le Régime de pensions du Canada, le Programme d'assurance-emploi, le Régime d'indemnisation des victimes d'accidents du travail et l'impôt sur le revenu.

ANNEXE B BASE DE PAIEMENT

AVIS AU SOUMISSIONNAIRE :

Il est loisible au soumissionnaire de formuler une proposition de prix concernant les exigences suivantes du Service correctionnel du Canada (SCC) :

Le territoire du bureau de libération conditionnelle du secteur de Halifax
Le Centre correctionnel communautaire de Carlton
Le Centre correctionnel communautaire de l'Annexe Carlton

(1) L'évaluation financière sera effectuée sur le tarif tout inclus (\$) pour chaque échantillon d'urine recueilli.

SERVICES DE COLLECTE D'ÉCHANTILLON D'URINE sur demande et selon les besoins des délinquants et des délinquantes en surveillance communautaire dans la province de la Nouvelle-Écosse.

Les frais raisonnables du Contractant correctement engagés lui seront versés pour la prestation du travail selon les modalités de paiement précisées ci-dessous. Les droits de douane sont compris mais la Taxe sur les produits et services ou la Taxe de vente harmonisée est en sus, le cas échéant.

Période initiale **du 1^{er} octobre 2012 au 30 septembre 2013**

- 1) Les frais seront payable sur réception de factures après que chaque étape aura été franchie ou que les livrables auront été fournis et acceptés conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux.
- 2) Le Ministère versera à l'entrepreneur ce qui suit :
 - a) Des honoraires globaux de ____\$ (TVH en sus) par échantillon d'urine prélevé (auprès d'un homme ou d'une femme) **pour un estimé de 1000 échantillons - sans garantie**. Une indemnité forfaitaire représentant la moitié des honoraires globaux par échantillon sera versée si le client ne se présente pas à son rendez-vous sans préavis de vingt-quatre (24) heures, refuse de fournir un échantillon ou est incapable de le faire.

REMARQUE: L'indemnité forfaitaire n'est payable qu'une fois par jour pour la même personne.
 - b) Dans la mesure du possible, l'entrepreneur prélèvera des échantillons multiples au même emplacement la même journée. Dans ce cas, le premier prélèvement sera défrayé au tarif de ____\$ (TVH en sus), et les autres prélèvements feront l'objet de la moitié (½) du tarif établi, soit ____\$ (TVH en sus) par échantillon recueilli.
 - c) Les contenants de prélèvement, les étiquettes, les formules et les matériels d'expédition seront fournis à l'entrepreneur gratuitement.
 - d) Des honoraires fixes de ____\$ (habituellement des honoraires pour l'échantillon) pour chaque délinquant référé qui est incapable de fournir un échantillon dans la période d'attente de deux (2) heures conformément à la section « Prises des échantillons d'urine » au *Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* – Article 66 –Section 1 (d). Un honoraire supplémentaire pour l'attente, au montant de ____\$ (devrait être 50% du frais

d'échantillonnage) s'appliquera au temps d'attente au-delà de la première des deux heures de temps d'attente.

- 3) **Frais de déplacement**
Un montant estimé de **500 \$ (TVH en sus)** sera défrayé pour les frais de déplacement réels et raisonnables pour faire la collecte des échantillons dans le territoire du bureau de libération conditionnelle de Halifax/Dartmouth aux endroits autres que ceux indiqués à l'énoncé de travail. **Les frais de déplacement ne seront pas versés pour faire la collecte aux installations précisées à l'Énoncé de travail.** L'entrepreneur sera payé pour les frais de déplacement raisonnables et appropriés préalablement autorisés, reçus à l'appui, du personnel qui effectue directement les travaux, selon le taux par kilomètre en vigueur, sans allocation pour les frais généraux ou les profits. Les frais de déplacement et de repas ne doivent pas dépasser les taux établis dans la Directive du Conseil du Trésor sur les voyages en vigueur. Tous les montants versés peuvent faire l'objet d'une vérification.
- 4) Le paiement sera fait après réception de factures mensuelles décrivant les services et livrables demandés à l'annexe A, Énoncé des travaux.
- 5) Avant le paiement, les factures mensuelles devront être approuvées par un gestionnaire du SCC ou un représentant autorisé, à qui a été délégué le pouvoir de signature.
- 6) L'entrepreneur doit fournir des renseignements détaillés sur toutes ses dépenses. Les dépenses réelles doivent être étayées par des preuves de paiement (p. ex., reçus ou autres pièces justificatives). Les dépenses raisonnables seront également remboursées si le représentant désigné du Ministère les juge appropriées et justifiables, sous réserve des normes du Conseil du Trésor.

1^{re} période d'extension
du 1^{er} octobre 2013 au 30 septembre 2014

- 1) Les frais seront payable sur réception de factures après que chaque étape aura été franchie ou que les livrables auront été fournis et acceptés conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux.
- 2) Le Ministère versera à l'entrepreneur ce qui suit :
 - a) Des honoraires globaux de ____ \$ (TVH en sus) par échantillon d'urine prélevé (auprès d'un homme ou d'une femme) **pour un estimé de 1000 échantillons - sans garantie.** Une indemnité forfaitaire représentant la moitié des honoraires globaux par échantillon sera versée si le client ne se présente pas à son rendez-vous sans préavis de vingt-quatre (24) heures, refuse de fournir un échantillon ou est incapable de le faire.

REMARQUE: L'indemnité forfaitaire n'est payable qu'une fois par jour pour la même personne.
 - b) Dans la mesure du possible, l'entrepreneur prélèvera des échantillons multiples au même emplacement la même journée. Dans ce cas, le premier prélèvement sera défrayé au tarif de ____ \$ (TVH en sus), et les autres prélèvements feront l'objet de la moitié (½) du tarif établi, soit ____ \$ (TVH en sus) par échantillon recueilli.
 - c) Les contenants de prélèvement, les étiquettes, les formules et les matériels d'expédition seront fournis à l'entrepreneur gratuitement.
 - d) Des honoraires fixes de ____ \$ (habituellement des honoraires pour l'échantillon) pour chaque délinquant référé qui est incapable de fournir un échantillon dans la période d'attente de

- deux (2) heures conformément à la section « Prises des échantillons d'urine » au *Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* – Article 66 – Section 1 (d). Un honoraire supplémentaire pour l'attente, au montant de _____ \$ (devrait être 50% du frais d'échantillonnage) s'appliquera au temps d'attente au-delà de la première des deux heures de temps d'attente.
- 3) Frais de déplacement :
- Un montant estimé de **500 \$ (TVH en sus)** sera défrayé pour les frais de déplacement réels et raisonnables pour faire la collecte des échantillons dans le territoire du bureau de libération conditionnelle de Halifax/Dartmouth aux endroits autres que ceux indiqués à l'énoncé de travail. **Les frais de déplacement ne seront pas versés pour faire la collecte aux installations précisées à l'Énoncé de travail.** L'entrepreneur sera payé pour les frais de déplacement raisonnables et appropriés préalablement autorisés, reçus à l'appui, du personnel qui effectue directement les travaux, selon le taux par kilomètre en vigueur, sans allocation pour les frais généraux ou les profits. Les frais de déplacement et de repas ne doivent pas dépasser les taux établis dans la Directive du Conseil du Trésor sur les voyages en vigueur. Tous les montants versés peuvent faire l'objet d'une vérification.
- 4) Le paiement sera fait après réception de factures mensuelles décrivant les services et livrables demandés à l'annexe A, Énoncé des travaux.
- 5) Avant le paiement, les factures mensuelles devront être approuvées par un gestionnaire du SCC ou un représentant autorisé, à qui a été délégué le pouvoir de signature.
- 6) L'entrepreneur doit fournir des renseignements détaillés sur toutes ses dépenses. Les dépenses réelles doivent être étayées par des preuves de paiement (p. ex., reçus ou autres pièces justificatives). Les dépenses raisonnables seront également remboursées si le représentant désigné du Ministère les juge appropriées et justifiables, sous réserve des normes du Conseil du Trésor.

2^e période d'extension
du 1^{er} octobre 2014 au 30 septembre 2015

- 1) Les frais seront payable sur réception de factures après que chaque étape aura été franchie ou que les livrables auront été fournis et acceptés conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux.
- 2) Le Ministère versera à l'entrepreneur ce qui suit :
- a) Des honoraires globaux de _____ \$ (TVH en sus) par échantillon d'urine prélevé (auprès d'un homme ou d'une femme) **pour un estimé de 1000 échantillons - sans garantie.** Une indemnité forfaitaire représentant la moitié des honoraires globaux par échantillon sera versée si le client ne se présente pas à son rendez-vous sans préavis de vingt-quatre (24) heures, refuse de fournir un échantillon ou est incapable de le faire.
- REMARQUE: L'indemnité forfaitaire n'est payable qu'une fois par jour pour la même personne.
- b) Dans la mesure du possible, l'entrepreneur prélèvera des échantillons multiples au même emplacement la même journée. Dans ce cas, le premier prélèvement sera défrayé au tarif de _____ \$ (TVH en sus), et les autres prélèvements feront l'objet de la moitié (½) du tarif établi, soit _____ \$ (TVH en sus) par échantillon recueilli.

-
- c) Les contenants de prélèvement, les étiquettes, les formules et les matériels d'expédition seront fournis à l'entrepreneur gratuitement.
- d) Des honoraires fixes de _____ \$ (habituellement des honoraires pour l'échantillon) pour chaque délinquant référé qui est incapable de fournir un échantillon dans la période d'attente de deux (2) heures conformément à la section « Prises des échantillons d'urine » au *Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* – Article 66 – Section 1 (d). Un honoraire supplémentaire pour l'attente, au montant de _____ \$ (devrait être 50% du frais d'échantillonnage) s'appliquera au temps d'attente au-delà de la première des deux heures de temps d'attente.
- 3) **Frais de déplacement**
Un montant estimé de **500 \$ (TVH en sus)** sera défrayé pour les frais de déplacement réels et raisonnables pour faire la collecte des échantillons dans le territoire du bureau de libération conditionnelle de Halifax/Dartmouth aux endroits autres que ceux indiqués à l'énoncé de travail. **Les frais de déplacement ne seront pas versés pour faire la collecte aux installations précisées à l'Énoncé de travail.** L'entrepreneur sera payé pour les frais de déplacement raisonnables et appropriés préalablement autorisés, reçus à l'appui, du personnel qui effectue directement les travaux, selon le taux par kilomètre en vigueur, sans allocation pour les frais généraux ou les profits. Les frais de déplacement et de repas ne doivent pas dépasser les taux établis dans la Directive du Conseil du Trésor sur les voyages en vigueur. Tous les montants versés peuvent faire l'objet d'une vérification.
- 4) Le paiement sera fait après réception de factures mensuelles décrivant les services et livrables demandés à l'annexe A, Énoncé des travaux.
- 5) Avant le paiement, les factures mensuelles devront être approuvées par un gestionnaire du SCC ou un représentant autorisé, à qui a été délégué le pouvoir de signature.
- 6) L'entrepreneur doit fournir des renseignements détaillés sur toutes ses dépenses. Les dépenses réelles doivent être étayées par des preuves de paiement (p. ex., reçus ou autres pièces justificatives). Les dépenses raisonnables seront également remboursées si le représentant désigné du Ministère les juge appropriées et justifiables, sous réserve des normes du Conseil du Trésor.

Solicitation No. - N° de l'invitation

21280-130024/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

HAL-2-68037

Buyer ID - Id de l'acheteur

hal305

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21280-13-0024

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE «C »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

ANNEXE « D »**CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE****EXIGENCES OBLIGATOIRES**

Les parties qui présentent des offres conviennent que pour être considérée valide une offre DOIT être conforme aux exigences obligatoires suivantes. Les propositions doivent être appuyées par suffisamment de détails, notamment lorsqu'une exigence obligatoire doit être étayée. Les propositions qui ne sont pas conformes à ces exigences obligatoires seront rejetées.

La proposition DOIT inclure les renseignements suivants dans le cadre de votre proposition (y compris les prix pour les années d'option) :

ATTENTION PROPOSANTS : INDIQUER LES NOS DES PAGES DE VOTRE PROPOSITION OÙ LA QUESTION EST TRAITÉE.

Le Contractant doit :		Numéro de la page	Conforme	Non conforme	Observations
1	La proposition doit inclure une attestation « d'assurance automobile » exigée aux présentes.				
2	La proposition doit inclure une attestation à l'effet que le personnel proposé possède un permis de conduire valide.				
3	La proposition doit inclure : (a) Un curriculum vitae du Contractant ; ET (b) Un curriculum vitae des membres du personnel du Contractant qui sont en appui aux habiletés/à l'expertise qui sont/est offerte(s).				
4	La proposition doit inclure la preuve de la formation scolaire et des diplômes d'études.				

Solicitation No. - N° de l'invitation

21280-130024/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hal305

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21280-13-0024

File No. - N° du dossier

HAL-2-68037

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Pièce jointe 1

REGISTRE DES ANALYSES D'URINE

Solicitation No. - N° de l'invitation

21280-130024/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hal305

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

21280-13-0024

HAL-2-68037

Pièce jointe 2

**DIRECTIVE DU
COMMISSAIRE**

**PRISE ET ANALYSE
D'ÉCHANTILLONS D'URINE
DANS LA COLLECTIVITÉ**

Solicitation No. - N° de l'invitation

21280-130024/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hal305

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21280-13-0024

File No. - N° du dossier

HAL-2-68037

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Pièce jointe 3

Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

Solicitation No. - N° de l'invitation

21280-130024/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hal305

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21280-13-0024

File No. - N° du dossier

HAL-2-68037

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Pièce jointe 4

Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition



COMMISSIONER'S DIRECTIVE

566-11

DIRECTIVE DU COMMISSAIRE

URINALYSIS TESTING IN THE COMMUNITY

PRISE ET ANALYSE D'ÉCHANTILLONS D'URINE DANS LA COLLECTIVITÉ

Issued under the authority of the
Commissioner of the Correctional Service of Canada

Publiée en vertu de l'autorité du commissaire
du Service correctionnel du Canada

2007-05-08

The most up-to date version of this document resides on CSC's Infonet under the heading Policies. Individuals who choose to work with a paper copy of this document should verify that the printed version is consistent with the electronic version on the site. This document may contain hyperlinks to other documents that are not available with the printed version.

La dernière version de ce document se trouve dans l'InfoNet du SCC, sous la rubrique Politiques. Si vous préférez utiliser une version imprimée de ce document, assurez-vous que celle-ci correspond à la version électronique disponible dans ce site. Ce document peut contenir des hyperliens qui se rapportent à d'autres documents qu'on ne peut se procurer avec la version imprimée.



TABLE OF CONTENTS	Paragraph Paragraphe	TABLE DES MATIÈRES
Policy Objectives	1-3	Objectifs de la politique
Authority	4	Instrument habilitant
Definitions	5-11	Définitions
Responsibilities of the Director General, Security	12	Responsabilités du directeur général de la Sécurité
District Director's Responsibilities	13-14	Responsabilités du directeur de district
Collection of Samples	15-27	Prise des échantillons d'urine
Testing of Samples	28	Analyse des échantillons d'urine
Reporting of Test Results	29-31	Rapports des résultats d'analyses
Data Collection Procedures	32-33	Procédure de collecte de données
ANNEX A	Pages	ANNEXE A
Classes of Intoxicants	1-3	Catégories de substances intoxicantes
ANNEX B		ANNEXE B
Analysis of Diluted/Adulterated Samples	1	Analyse d'échantillons dilués ou altérés



COMMISSIONER'S DIRECTIVE
DIRECTIVE DU COMMISSAIRE

Number - Numéro:	Date 2007-05-08
566-11	Page: 1 of/de 5

URINALYSIS TESTING IN THE COMMUNITY

**PRISE ET ANALYSE D'ÉCHANTILLONS
D'URINE DANS LA COLLECTIVITÉ**

POLICY OBJECTIVES

1. To establish the procedures for the collection, storage, shipment, and testing of urine samples in the community.
2. To ensure that the Urinalysis Program is conducted in a fair and consistent manner.
3. To assist offenders in becoming law-abiding citizens by supporting and monitoring them in their discontinuance of substance abuse behaviour.

AUTHORITY

4. Commissioner's Directive 566 – Prevention of Security Incidents.

DEFINITIONS

5. Laboratory: A laboratory contracted by CSC to analyze samples is an authorized laboratory for the purposes of section 60 of the CCRR.
6. Cut-off level: concentration of a drug in the urine used to determine at which limit of quantitation the test will be considered positive or negative as per Annex A.
7. Direct observation: manner in which offenders shall supply a urine sample in open view, allowing the container, as well as the urine sample entering the container, to be seen at all times by the collector. Mirrors may be used to facilitate the continuous observation process.
8. Positive test results: a urine sample containing a concentration equal to or greater than the established cut-off levels listed in Annexes A and B.

OBJECTIFS DE LA POLITIQUE

1. Établir la marche à suivre pour la prise d'échantillons d'urine dans la collectivité ainsi que leur entreposage, expédition et analyse.
2. Faire en sorte que le programme de prise d'échantillons d'urine soit exécuté d'une manière équitable et uniforme.
3. Aider les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois en les appuyant et en suivant leur progrès tandis qu'ils tentent de renoncer à leur comportement toxicomane.

INSTRUMENT HABILITANT

4. Directive du commissaire n° 566 – Prévention des incidents de sécurité.

DÉFINITIONS

5. Laboratoire : un laboratoire dont le SCC a retenu les services par contrat pour faire l'analyse d'échantillons est un laboratoire autorisé aux fins de l'article 60 du RSCMLC.
6. Seuil de concentration : la concentration d'une drogue dans l'urine qui détermine si le résultat de l'analyse d'un échantillon d'urine est positif ou négatif à l'égard de cette drogue, selon l'annexe A.
7. Observation directe : la façon selon laquelle les délinquants doivent fournir un échantillon d'urine sans obstruer la vue de l'échantillonneur, qui peut ainsi voir en tout temps le contenant et l'urine pénétrant dans le contenant. Des miroirs peuvent être utilisés afin de faciliter le processus d'observation.
8. Résultats positifs : un échantillon d'urine contenant une concentration égale ou supérieure aux seuils de concentration établis et précisés aux annexes A et B.



9. Negative test results: a urine sample containing a concentration below the established cut-off levels listed in Annex A.
10. Urine sample: a quantity of urine of at least 40 ml, supplied at one time, sufficient to permit analysis by an authorized laboratory.
11. Diluted sample: the creatinine concentration in the urine sample is below the range of normal human urine.

RESPONSIBILITIES OF THE DIRECTOR GENERAL, SECURITY

12. The Director General, Security shall ensure the following:
 - a. that a national coordinator is identified; and
 - b. that the training needs for Urinalysis Program Coordinators and collectors are identified and to provide the appropriate support.

DISTRICT DIRECTOR'S RESPONSIBILITIES

13. The District Director shall be responsible for:
 - a. the implementation and maintenance of the Urinalysis Program;
 - b. designating a Urinalysis Program Coordinator and collectors; and
 - c. ensuring that the Urinalysis Program Coordinator and collectors are properly trained.
14. The Urinalysis Program Coordinator shall be anyone above the level of Parole Officer as determined by the District Director for the purpose of this policy.

9. Résultats négatif: un échantillon d'urine présentant une concentration inférieure aux seuils établis et précisés à l'annexe A.
10. Échantillon d'urine: un échantillon d'urine d'au moins 40 ml, fourni en une seule prise, suffisant pour en permettre l'analyse par un laboratoire autorisé.
11. Échantillon dilué: un échantillon d'urine présentant une concentration de créatinine sous le seuil normal chez l'être humain.

RESPONSABILITÉS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SÉCURITÉ

12. Le directeur général de la Sécurité doit s'assurer de ce qui suit :
 - a. un coordonnateur national est désigné;
 - b. les besoins de formation des coordonnateurs du programme de prise d'échantillons d'urine et des échantillonneurs sont déterminés et l'appui nécessaire est fourni.

RESPONSABILITÉS DU DIRECTEUR DE DISTRICT

13. Il incombe au directeur de district :
 - a. de mettre en œuvre et de maintenir le programme de prise d'échantillons d'urine;
 - b. de nommer un coordonnateur du programme de prise d'échantillons d'urine ainsi que des échantillonneurs;
 - c. de veiller à ce que le coordonnateur du programme de prise d'échantillons d'urine et les échantillonneurs aient reçu la formation voulue.
14. Aux fins de l'application de la présente politique, le coordonnateur du programme de prise d'échantillons d'urine sera une personne de niveau supérieur à celui de l'agent de libération conditionnelle, tel que déterminé par le directeur de district.



COLLECTION OF SAMPLES

15. All demands for a sample shall be presented to the offender using Notification to Provide a Urine Sample form (CSC/SCC 1064-1, Community).
16. The Urinalysis Program Coordinator shall review any written objections related to the frequency of urine sample testing and shall provide within 72 hours, a written response which includes the reasoning for the decision.
17. The date and time of demands for samples shall be irregular. Offenders shall not be informed of the date and time when they will be required to provide a urine sample.
18. In the event it is not possible in the community to collect a urine sample without prior notification to the offender, he or she may be informed, no longer than 24 hours in advance, that a urine sample will be demanded.
19. The collection area shall be searched by the collector prior to the offender's arrival.
20. Access to the collection area shall be controlled while the urine collection is in progress.
21. The collector shall escort the offender to the collection area and may conduct a routine non-intrusive search or a routine frisk search of the offender.
22. The collector shall require that the offender remove any bulky clothing, such as a coat or loose fitting outer garments, in order to reduce the possibility of an attempt to alter or falsify the urine sample.
23. Collection and storage of samples shall be conducted according to laboratory procedures and in accordance with section 66 of the CCRR.
24. The number of persons involved in handling samples shall be kept at a minimum.

PRISE DES ÉCHANTILLONS D'URINE

15. Toute demande d'échantillon d'urine doit être présentée au délinquant au moyen du formulaire Avis de fournir un échantillon d'urine (CSC/SCC 1064-1, collectivité).
16. Le coordonnateur du programme de prise d'échantillons d'urine doit examiner toute objection formulée par écrit au sujet de la fréquence des prises d'échantillons d'urine et fournir au délinquant, dans les 72 heures, une réponse écrite qui expose les motifs de la décision.
17. Le date et l'heure des demandes d'échantillons d'urine doivent être irrégulières. Les délinquants ne doivent pas être informés de la date et de l'heure auxquelles on leur demandera de fournir un échantillon d'urine.
18. S'il n'est pas possible d'effectuer la prise d'un échantillon d'urine dans la collectivité sans en donner préavis au délinquant, ce préavis doit être donné au plus 24 heures avant la prise de l'échantillon d'urine.
19. L'aire réservée à la prise d'échantillons doit être fouillée par l'échantillonneur avant l'arrivée du délinquant.
20. L'accès à cette aire doit être contrôlé pendant la prise de l'échantillon d'urine.
21. L'échantillonneur doit escorter le délinquant à l'aire réservée à la prise d'échantillons et peut procéder à une fouille ordinaire – discrète ou par palpation – du délinquant.
22. L'échantillonneur doit demander au délinquant d'enlever tout vêtement épais, tel que manteau ou vêtement ample, afin de réduire les possibilités que ce dernier tente d'altérer ou de falsifier l'échantillon d'urine.
23. La prise et l'entreposage des échantillons doivent être effectués conformément à la procédure précisée par le laboratoire et à l'article 66 du RSCMLC.
24. Il faut restreindre au minimum le nombre de personnes appelées à manipuler les échantillons d'urine.



25. A completed copy of the Chain of Custody form (CSC/SCC 1065) shall be enclosed in a sealed, waterproof bag and inserted into the shipping container.
26. Each shipping container shall be sealed, signed and dated by the collector or the Urinalysis Program Coordinator across a tamper resistant tape affixed on the top of the shipping container. The tape shall overlap the top and go down on both sides.
27. The shipping container shall be transported to the laboratory by a designated governmental or private courier service. The container should be received by the laboratory within six (6) calendar days.

TESTING OF SAMPLES

28. The urinalysis results shall be transmitted by the laboratory to the specific responsibility centre, in accordance with the contractual requirements.

REPORTING OF TEST RESULTS

29. The test results for an offender shall be forwarded to the Parole Officer, and the Substance Abuse Program Coordinator.
30. If an offender disputes a positive test result and wishes to have a retest of the same sample, the offender must submit a written request within thirty (30) calendar days to the local Urinalysis Program Coordinator who shall contact the laboratory to process the request.
31. Payment for a retest is the responsibility of the offender and shall be paid in advance.

25. Un exemplaire dûment rempli du formulaire Chaîne de possession (CSC/SCC 1065) doit être inséré dans un sac scellé et imperméable, puis déposé dans le coffret d'expédition.
26. Chaque coffret d'expédition doit être scellé, signé et daté par l'échantillonneur ou par le coordonnateur du programme de prise d'échantillons d'urine directement sur le ruban inviolable apposé sur le coffret. Le ruban doit être apposé de façon à passer sur le couvercle et descendre de chaque côté du coffret.
27. Le coffret d'expédition doit être transporté au laboratoire par un service de messagerie gouvernemental ou privé désigné. Il devrait être reçu au laboratoire dans un délai de six (6) jours civils.

ANALYSE DES ÉCHANTILLONS D'URINE

28. Les résultats des analyses d'urine doivent être transmis par le laboratoire au centre de responsabilité intéressé, conformément aux stipulations contractuelles.

RAPPORTS DES RÉSULTATS D'ANALYSES

29. Les résultats des analyses doivent être acheminés à l'agent de libération conditionnelle du délinquant et au coordonnateur du programme pour toxicomanes.
30. Si un délinquant conteste le résultat positif d'une analyse et souhaite que le même échantillon fasse l'objet d'une nouvelle analyse, il dispose de trente (30) jours civils pour soumettre une demande écrite au coordonnateur local du programme de prise d'échantillons d'urine, qui communiquera avec le laboratoire afin de donner suite à la demande.
31. Les frais d'une seconde analyse incombent au délinquant, qui doit les payer d'avance.



DATA COLLECTION PROCEDURES

32. The Urinalysis Program Coordinator shall ensure that all relevant data related to the urinalysis testing are properly recorded in the Offender Management System (OMS) in a timely fashion.
33. All offender information related to the Urinalysis Program shall be classified "PROTECTED B".

Commissioner,

PROCÉDURE DE COLLECTE DE DONNÉES

32. Le coordonnateur du programme de prise d'échantillons d'urine doit s'assurer que toutes les données pertinentes sur le programme de prise d'échantillons d'urine sont consignées dans le Système de gestion des délinquants (SGD) comme il se doit et dans les meilleurs délais.
33. Tous les renseignements sur les délinquants se rapportant au programme de prise d'échantillons d'urine doivent être désignés « PROTÉGÉ B ».

Le Commissaire,

Original signed by / Original signé par

Keith Coulter



**CLASSES OF INTOXICANTS
CATÉGORIES DE SUBSTANCES INTOXICANTES**

Class of intoxicants Catégorie de substances intoxicantes	Cut-off levels SCREENING TEST Seuils de concentration ANALYSE INITIALE (ng/ml)	Cut-off levels CONFIRMATION TEST Seuils de concentration ANALYSE DE CONFIRMATION (ng/ml)
Group 1 / Groupe 1		
Amphetamines/ Amphétamines MDMA/MDMA	1000 (d-methamphetamine equivalent / équivalent d-méthamphétamine)	500 (amphetamine and/or methamphetamine + 200 amphetamine / amphétamine et/ou méthamphétamine + 200 amphétamine)
Benzodiazepines/Benzodiazépines a) Oxazepam/Oxazépam Nordiazepam/Nordiazépam Temazepam/Temazépam b) Alprazolam Lorazepam/Lorazépam Triazolam c) Bromazepam/Bromazépam Flurazepam/Flurazépam Clonazepam/Clonazépam	100 (as oxazepam equivalent/ comme équivalent d'oxazépam)	50 ¹
Methadone/Méthadone	100 ng/mL (methadone metabolite EDDP/ métabolite de la méthadone EDDP)	100 ng/mL (methadone metabolite EDDP / métabolite de la méthadone EDDP)
Cocaine (as benzoylecgonine) / Cocaïne (comme la benzoylecgonine)	150 (benzoylecgonine)	150 (benzoylecgonine)
Opiates/Opiacés a) Morphine Codeine/Codéine (6-monacetyl morphine / 6-moniacétyl morphine b) Hydrocodone Hydromorphone Oxycodone	300 (morphine equivalent / équivalent de la morphine) 300 (morphine equivalent / équivalent de la morphine)	300 (morphine and/or codeine / morphine et/ou codéine) 10 ng/ml – cut-off value for 6-monacetyl morphine / seuil de concentration pour 6-moniacétyl morphine 300 ² (morphine equivalent / équivalent de la morphine)



Number - Numéro:	2007-05-08
Date	Annex(e) A
566-11	Page: 2 of/de 3

1. If the confirmation for subgroup a) of Benzodiazepines is negative, the laboratory will sequentially proceed to confirm subgroup b) and then subgroup c) using the limit of quantitation for each drug.
2. If the confirmation for subgroup a) of Opiates is negative, the laboratory will proceed to confirm subgroup b) using a 300 ng/ml cut-off value.

1. Si la confirmation est négative pour le sous-groupe a) des Benzodiazépines, le laboratoire procédera de manière séquentielle à une analyse du sous-groupe b) puis du sous-groupe c) en utilisant le seuil de détection de chaque substance.
2. Si la confirmation est négative pour le sous-groupe a) des Opiacés, le laboratoire procédera à une analyse du sous-groupe b) en utilisant 300 ng/ml comme seuil de concentration.

CLASSES OF INTOXICANTS
CATÉGORIES DE SUBSTANCES INTOXICANTES

Class of intoxicants Catégorie de substances intoxicantes	Cut-off levels SCREENING TEST Seuils de concentration ANALYSE INITIALE (ng/ml)	Cut-off levels CONFIRMATION TEST Seuils de concentration ANALYSE DE CONFIRMATION (ng/ml)
Group 1 / Groupe 1 continued/suite		
Phencyclidine	25	25
THC (cannabinoid/cannabina��e)	50 (THC-COOH equivalent / équivalent du THC-COOH)	15 (THC-COOH)
Group 2/Groupe 2 (samples tested on demand only / échantillons analysés sur demande seulement)		
Alcohol/Alcool	20	20
LSD	0.5 pg/ml	2.5 pg/ml
Volatile Substances (mg/dl) / Substances volatiles (mg/dl)	LOQ/SD	LOQ/SD



**ANALYSIS OF DILUTED/ADULTERATED SAMPLES
ANALYSE D'ÉCHANTILLONS DILUÉS OU ALTÉRÉS**

1. If the creatinine concentration in the urine sample is less than 20mg/dL and/or the specific gravity is less than or equal to 1.003, a comprehensive forensic toxicology drug screening of the urine specimen for Group 1 drugs will be completed.
2. The confirmatory cut-off value for each substance are shown in the table below.
1. Si la concentration de créatinine de l'échantillon d'urine est inférieure à 20 mg par dl, ou si sa densité spécifique est inférieure ou égale à 1,003, une analyse de toxicologie légale complète de l'échantillon d'urine sera effectuée pour les stupéfiants énumérés dans le groupe 1.
2. La valeur confirmatoire du seuil de concentration pour chaque stupéfiant est indiquée ci-après.

Cut-Off Levels for Group 1 Substances

Screening – Confirmation LOQ* (ng/ml)		
Amphetamine	100	100
Benzodiazepine	50	50
Cannabinoid (THC)	20	6
Cocaine	15	15
Methadone	100	100
Opiates	120	120
Phencyclidine	5	5

* The confirmation LOQ numbers are subject to change upon method revalidation.

**Seuil de concentration pour les
stupéfiants énumérés au groupe 1**

Analyse initiale – Confirmation SD* (ng/ml)		
Amphétamine	100	100
Benzodiazépine	50	50
Cannabinaçée	20	6
Cocaïne	15	15
Méthadone	100	100
Opiacés	120	120
Phencyclidine	5	5

* Les chiffres de la confirmation des SD peuvent être modifiés lors de la revalidation des méthodes.

Ministère de la Justice
CanadaDepartment of Justice
Canada

Canada

Ministère de la Justice**Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (L.C. 1992, ch. 20)**Loi à jour 2012-08-19; dernière modification 2012-06-13 [Versions antérieures](#)**Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition****L.C. 1992, ch. 20**

Sanctionnée 1992-06-18

Loi régissant le système correctionnel, la mise en liberté sous condition et le maintien en incarcération, et portant création du bureau de l'enquêteur correctionnel

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

1. Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition.**PARTIE I****SYSTÈME CORRECTIONNEL****DÉFINITIONS**

Définitions

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« agent »

"staff member"

« agent » Employé du Service.

« commissaire »

"Commissioner"

« commissaire » Le commissaire du Service nommé au titre du paragraphe 6(1).

« commission provinciale »

"provincial parole board"

« commission provinciale » S'entend au sens de la partie II.

« délinquant »

"offender"

« délinquant » Détenu ou personne qui se trouve à l'extérieur du pénitencier par suite d'une libération conditionnelle ou d'office, ou en vertu d'une entente visée au paragraphe 81(1) ou d'une ordonnance du tribunal.

« détenu »

"inmate"

« détenu » Personne qui, selon le cas :

a) se trouve dans un pénitencier par suite d'une condamnation, d'un ordre d'incarcération, d'un transfèrement ou encore d'une condition imposée par la Commission nationale des libérations conditionnelles dans le cadre de la semi-liberté ou de la libération d'office;

b) après avoir été condamnée ou transférée au pénitencier, en est provisoirement absente soit parce qu'elle bénéficie d'une permission de sortir ou d'un placement à l'extérieur en vertu de la présente loi, soit pour d'autres raisons — à l'exception de la libération conditionnelle ou d'office — mais sous la supervision d'un agent ou d'une personne autorisée par le Service.

« jour ouvrable »
"working day"

« jour ouvrable » Jour normal d'ouverture des bureaux de l'administration publique fédérale dans la province en cause.

« libération conditionnelle »
"parole"

« libération conditionnelle » S'entend au sens de la partie II.

« libération d'office »
"statutory release"

« libération d'office » S'entend au sens de la partie II.

« ministre »
"Minister"

« ministre » Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.

« objets interdits »
"contraband"

« objets interdits »

a) Substances intoxicantes;

b) armes ou leurs pièces, munitions ainsi que tous objets conçus pour tuer, blesser ou immobiliser ou modifiés ou assemblés à ces fins, dont la possession n'a pas été autorisée;

c) explosifs ou bombes, ou leurs pièces;

d) les montants d'argent, excédant les plafonds réglementaires, lorsqu'ils sont possédés sans autorisation;

e) toutes autres choses possédées sans autorisation et susceptibles de mettre en danger la sécurité d'une personne ou du pénitencier.

« peine » ou « peine d'emprisonnement »
"sentence"

« peine » ou « peine d'emprisonnement » S'entend notamment d'une peine spécifique imposée en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents et d'une peine d'emprisonnement imposée par une entité étrangère à un Canadien qui a été transféré au Canada sous le régime de la Loi sur le transfèrement international des délinquants.

« pénitencier »
"penitentiary"

« pénitencier » Établissement — bâtiment et terrains — administré à titre permanent ou temporaire par le Service pour la prise en charge et la garde des détenus ainsi que tout autre lieu déclaré tel aux termes de l'article 7.

« permission de sortir sans escorte »
"unescorted temporary absence"

« permission de sortir sans escorte » S'entend au sens de la partie II.

« semi-liberté »

"*day parole*"

« semi-liberté » S'entend au sens de la partie II.

« Service »

"*Service*"

« Service » Le Service correctionnel du Canada visé à l'article 5.

« substance intoxicante »

"*intoxicant*"

« substance intoxicante » Toute substance qui, une fois introduite dans le corps humain, peut altérer le comportement, le jugement, le sens de la réalité ou l'aptitude à faire face aux exigences normales de la vie. Sont exclus la caféine et la nicotine, ainsi que tous médicaments dont la consommation est autorisée conformément aux instructions d'un agent ou d'un professionnel de la santé agréé.

« surveillance de longue durée »

"*long-term supervision*"

« surveillance de longue durée » La surveillance de longue durée ordonnée en vertu des paragraphes 753(4), 753.01(5) ou (6) ou 753.1(3) ou du sous-alinéa 759(3)a)(i) du Code criminel.

« victime »

"*victim*"

« victime » La personne qui a subi des dommages corporels ou moraux par suite de la perpétration d'une infraction ou, si cette personne est décédée, malade ou incapable :

a) son époux ou la personne qui vit avec elle — ou qui vivait avec elle au moment de son décès — dans une relation conjugale depuis au moins un an;

b) un parent ou une personne à sa charge;

c) la personne qui en a la garde, en droit ou en fait, ou aux soins de laquelle elle est confiée ou qui est chargée de son entretien;

d) la personne qui a la garde, en droit ou en fait, ou qui est chargée de l'entretien d'une personne à sa charge, ou aux soins de laquelle celle-ci est confiée.

« visiteur »

"*visitor*"

« visiteur » Toute personne autre qu'un détenu ou qu'un agent.

Délégation

(2) Sauf dans les cas visés à l'alinéa 96b) et sous réserve de la présente partie, les pouvoirs et fonctions conférés par celle-ci au commissaire et au directeur du pénitencier sont, en cas d'absence, d'empêchement ou de vacance de leur poste, respectivement exercés par le suppléant ou par la personne qui est alors responsable du pénitencier.

1992, ch. 20, art. 2; 1995, ch. 42, art. 1; 1997, ch. 17, art. 11; 2000, ch. 12, art. 88; 2002, ch. 1, art. 171; 2004, ch. 21, art. 39; 2005, ch. 10, art. 34; 2008, ch. 6, art. 56; 2012, ch. 1, art. 52.

Dernière mise à jour :

2012-09-06

Urinalysis	<p>54. Subject to section 56 and subsection 57(1), a staff member may demand that an inmate submit to urinalysis</p> <p>(a) where the staff member believes on reasonable grounds that the inmate has committed or is committing the disciplinary offence referred to in paragraph 40(k) and that a urine sample is necessary to provide evidence of the offence, and the staff member obtains the prior authorization of the institutional head;</p> <p>(b) as part of a prescribed random selection urinalysis program, conducted without individualized grounds on a periodic basis and in accordance with any Commissioner's Directives that the regulations may provide for; or</p> <p>(c) where urinalysis is a prescribed requirement for participation in</p> <p>(i) a prescribed program or activity involving contact with the community, or</p> <p>(ii) a prescribed substance abuse treatment program.</p>	<p>54. L'agent peut obliger un détenu à lui fournir un échantillon d'urine dans l'un ou l'autre des cas suivants :</p> <p>a) il a obtenu l'autorisation du directeur et a des motifs raisonnables de croire que le détenu commet ou a commis l'infraction visée à l'alinéa 40k) et qu'un échantillon d'urine est nécessaire afin d'en prouver la perpétration;</p> <p>b) il le fait dans le cadre d'un programme réglementaire de contrôle au hasard, effectué sans soupçon précis, périodiquement et, selon le cas, conformément aux directives réglementaires du commissaire;</p> <p>c) l'analyse d'urine est une condition — imposée par règlement — de participation à un programme ou une activité réglementaire de désintoxication ou impliquant des contacts avec la collectivité.</p>	Analyses d'urine
Urinalysis	<p>55. Subject to section 56 and subsection 57(2), a staff member, or any other person so authorized by the Service, may demand that an offender submit to urinalysis</p> <p>(a) at once, where the staff member or other authorized person has reasonable grounds to suspect that the offender has breached any condition of a temporary absence, work release, parole or statutory release that requires abstention from alcohol or drugs, in order to monitor the offender's compliance with that condition; or</p> <p>(b) at regular intervals, in order to monitor the offender's compliance with any condition of a temporary absence, work release, parole or statutory release that requires abstention from alcohol or drugs.</p> <p>1992, c. 20, s. 55; 1995, c. 42, s. 15.</p>	<p>55. L'agent ou toute autre personne autorisée par le Service peut obliger un délinquant à lui fournir un échantillon d'urine :</p> <p>a) soit sur-le-champ lorsque la permission de sortir, le placement à l'extérieur ou la libération conditionnelle ou d'office sont assortis de conditions interdisant la consommation de drogues ou d'alcool et que l'agent ou la personne a des motifs raisonnables de soupçonner la contravention à une de ces conditions;</p> <p>b) soit régulièrement lorsque la permission de sortir, le placement à l'extérieur ou la libération conditionnelle ou d'office sont assortis de conditions interdisant la consommation de drogues ou d'alcool.</p> <p>1992, ch. 20, art. 55; 1995, ch. 42, art. 15.</p>	Analyse d'urine
Information requirements	<p>56. Where a demand is made of an offender to submit to urinalysis pursuant to section 54 or 55, the person making the demand shall forthwith inform the offender of the basis of the demand and the consequences of non-compliance.</p>	<p>56. La prise d'échantillon d'urine fait obligatoirement l'objet d'un avis à l'intéressé la justifiant et exposant les conséquences éventuelles d'un refus.</p>	Avis au délinquant
Right to make representations	<p>57. (1) An inmate who is required to submit to urinalysis pursuant to paragraph 54(a) shall be given an opportunity to make representa-</p>	<p>57. (1) Lorsque la prise est faite au titre de l'alinéa 54a), l'intéressé doit, auparavant, avoir</p>	Droit de présenter des observations

Ministère de la Justice
CanadaDepartment of Justice
Canada

Canada

Ministère de la Justice**Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (DORS/92-620)**Règlement à jour 2012-08-19; dernière modification 2009-11-19 [Versions antérieures](#)**Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition****DORS/92-620**LOI SUR LE SYSTÈME CORRECTIONNEL ET LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION

Enregistrement 1992-10-29

Règlement concernant le système correctionnel, la mise en liberté sous condition et le maintien en incarcération

C.P. 1992-2223 1992-10-29

Sur recommandation du solliciteur général du Canada et en vertu des articles 96 et 156 de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition^{*}, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil d'abroger le *Règlement sur le service des pénitenciers*,

C.R.C., ch. 1251, le *Règlement sur la libération conditionnelle*^{**}, pris par le décret C.P. 1978-1528 du 4 mai 1978^{***}, ainsi que le *Règlement sur l'indemnisation des détenus de pénitenciers*, pris par le décret C.P. 1982-1026 du 1^{er} avril 1982^{***}, et de prendre en remplacement le *Règlement concernant le système correctionnel la mise en liberté sous condition et le maintien en incarcération*, ci-après, qui entrera en vigueur à la même date que la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition.

^{*}L.C. 1992, ch. 20

^{**}DORS/91-563, *Gazette du Canada* Partie II, 1991, p. 3309

^{***}DORS/82-385, *Gazette du Canada* Partie II, 1982, p. 1465

^{***}DORS/78-428, *Gazette du Canada* Partie II, 1978, p. 2220

TITRE ABRÉGÉ**1. Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition.****DÉFINITIONS****2. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.**

« autorité compétente »

« autorité compétente » S'entend au sens du paragraphe 133(1) de la Loi. (*releasing authority*)

« comité d'examen des griefs des détenus »

« comité d'examen des griefs des détenus » Dans un pénitencier, comité composé d'un nombre égal de détenus et d'agents, dont la fonction est d'examiner les griefs des détenus et de faire des recommandations au directeur du pénitencier à leur sujet. (*inmate grievance committee*)

« comité externe d'examen des griefs »

« comité externe d'examen des griefs » Comité composé de membres de la collectivité qui ne sont ni des agents ni des détenus, dont la fonction est d'examiner les griefs des détenus et de

faire des recommandations à leur sujet à la personne chargée d'examiner les griefs. (*outside review board*)

« CORCAN »

« CORCAN » Partie du Service chargée du secteur productif pénitentiaire. (*CORCAN*)

« délinquant »

« délinquant » S'entend :

a) dans la partie I, du délinquant au sens de l'article 2 de la Loi;

b) dans la partie II, du délinquant au sens de l'article 99 de la Loi. (*offender*)

« gains nets approuvés »

« gains nets approuvés » Revenu, par période de paie, que le détenu tire de pensions, d'un travail dans le pénitencier, d'un programme visé à l'article 78 de la Loi, d'un emploi autorisé au sein de la collectivité ou de la vente d'articles d'artisanat, déduction faite des retenues effectuées aux fins du remboursement visé au paragraphe 104(4). (*net approved earnings*)

« jour ouvrable »

« jour ouvrable » S'entend au sens du paragraphe 93(5) de la Loi. (*working day*)

« Loi »

« Loi » La Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition. (*Act*)

« objet non autorisé »

« objet non autorisé » Tout objet que le détenu a en sa possession sans autorisation préalable et en violation des Directives du commissaire ou d'un ordre écrit du directeur du pénitencier. (*unauthorized item*)

« plan correctionnel »

« plan correctionnel » Plan correctionnel élaboré selon l'article 102. (*correctional plan*)

« président indépendant »

« président indépendant » Personne nommée en application de l'article 24 pour procéder à l'audition des accusations d'infraction disciplinaire grave. (*independent chairperson*)

« région »

« région » Selon le cas : la région de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, la région des Prairies et la région du Pacifique. (*region*)

« surveillant de liberté conditionnelle »

« surveillant de liberté conditionnelle » S'entend au sens du paragraphe 134(2) de la Loi. (*parole supervisor*)

Dernière mise à jour :
2012-09-06

(c) possession of the item by the inmate would be lawful.

(8) Where the institutional head or staff member designated by the institutional head cancels a forfeiture pursuant to subsection (7), the institutional head or staff member may

(a) authorize the inmate to possess the item in the penitentiary; or

(b) order that the inmate be given a reasonable opportunity to make arrangements for the disposal or safe-keeping of the item outside the penitentiary.

URINALYSIS TESTING

Interpretation

60. For the purposes of this section and sections 61 to 72,

“approved procedure” means a procedure set out in Commissioner's Directives as a procedure to be used for the analysis of a sample; (*méthode approuvée*)

“collector” means a staff member or any other person authorized in Commissioner's Directives to collect samples on behalf of the Service; (*échantillonneur*)

“confirmation test” means a test of a sample by a laboratory, using an approved procedure, to verify the positive result of an initial screening test; (*analyse de confirmation*)

“container” means a sterile container that is to be used to receive a sample; (*contenant*)

“initial screening test” means the first test of a sample, using an approved procedure, conducted by a laboratory; (*analyse initiale*)

“laboratory” means a laboratory authorized by Commissioner's Directives to analyse samples; (*laboratoire*)

“positive”, in respect of a sample, means a urinalysis test result that indicates that the level of an intoxicant in the sample is equal to or greater than the level specified in Commissioner's Directives; (*positif*)

(8) Lorsque le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui annule une confiscation en application du paragraphe (7), il peut :

a) soit autoriser le détenu à être en possession de cet objet à l'intérieur du pénitencier;

b) soit ordonner que soit donnée au détenu la possibilité raisonnable de prendre les mesures pour en disposer ou pour le faire garder à l'extérieur du pénitencier.

PRISES ET ANALYSES D'ÉCHANTILLONS D'URINE

Définitions

60. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 61 à 72.

«analyse de confirmation» Analyse d'un échantillon d'urine en laboratoire, selon une méthode approuvée, en vue de vérifier le résultat d'une analyse initiale qui est positif. (*confirmation test*)

«analyse initiale» La première analyse d'un échantillon d'urine en laboratoire, effectuée selon une méthode approuvée. (*initial screening test*)

«contenant» Contenant stérile destiné à recevoir un échantillon d'urine. (*container*)

«contrôle au hasard» Méthode de sélection établie dans les Directives du commissaire qui assure à tous les détenus une probabilité égale d'être choisis périodiquement pour fournir un échantillon d'urine et qui offre des garanties raisonnables contre toute ingérence dans son application. (*random selection*)

«coordonnateur du programme de prises d'échantillons d'urine» Agent supérieur désigné dans les Directives du commissaire, soit expressément, soit en fonction du poste que cet agent occupe, pour coordonner le programme de prises d'échantillons d'urine du Service là où ce programme est appliqué. (*urinalysis program co-ordinator*)

“random selection” means a selection procedure set out in Commissioner's Directives that ensures that every inmate has an equal probability of being selected, on a periodic basis, to provide a sample and that has reasonable controls and safeguards designed to prevent the selection process from being influenced; (*contrôle au hasard*)

“record of substance abuse” means an inmate's record of conviction of the disciplinary offence referred to in paragraph 40(k) of the Act; (*dossier de consommation de substances intoxicantes*)

“sample” means a quantity of unadulterated urine sufficient to permit analysis, using an approved procedure, by a laboratory; (*échantillon d'urine*)

“urinalysis program co-ordinator” means a senior staff member who has been designated by name or position in Commissioner's Directives to co-ordinate the application of the Service's urinalysis program at the location where the program is to be carried out. (*coordonnateur du programme de prises d'échantillons d'urine*)

Authorization

61. (1) The power of the institutional head, pursuant to section 54 of the Act, to grant prior authorization for urinalysis may be exercised by the urinalysis program co-ordinator.

(2) The function of the institutional head under subsection 57(1) of the Act to hear an inmate's representations before submitting a sample, may be carried out by the urinalysis program co-ordinator.

Requirement to Provide a Sample

62. Where an inmate is required by a staff member to submit to urinalysis pursuant to paragraph 54(a) of the Act and makes representations to the institutional head objecting to the requirement pursuant to subsection

«dossier de consommation de substances intoxicantes» Dossier du détenu qui fait état des infractions disciplinaires visées à l'alinéa 40k) de la Loi dont il a été déclaré coupable. (*record of substance abuse*)

«échantillon d'urine» Échantillon d'urine à l'état pur en quantité suffisante pour en permettre l'analyse en laboratoire selon une méthode approuvée. (*sample*)

«échantillonneur» Agent ou personne autorisée dans les Directives du commissaire à recueillir les échantillons d'urine au nom du Service. (*collector*)

«laboratoire» Laboratoire autorisé dans les Directives du commissaire à faire l'analyse des échantillons d'urine. (*laboratory*)

«méthode approuvée» Méthode d'analyse des échantillons d'urine établie dans les Directives du commissaire. (*approved procedure*)

«positif» Se dit du résultat d'une analyse d'échantillon d'urine qui montre que l'échantillon d'urine contient une substance intoxicante en quantité égale ou supérieure à celle établie dans les Directives du commissaire. (*positive*)

Autorisation

61. (1) Le coordonnateur du programme de prises d'échantillons d'urine peut exercer le pouvoir conféré au directeur du pénitencier, aux termes de l'article 54 de la Loi, d'accorder l'autorisation préalable à une prise d'échantillon d'urine.

(2) Le coordonnateur du programme de prises d'échantillons d'urine peut exercer la fonction attribuée au directeur du pénitencier, aux termes du paragraphe 57(1) de la Loi, lui permettant de recevoir les observations du détenu avant la prise d'un échantillon d'urine.

Ordre de fournir un échantillon d'urine

62. Lorsque, en application de l'alinéa 54a) de la Loi, l'agent ordonne au détenu de fournir un échantillon d'urine et que, conformément au paragraphe 57(1) de la Loi, le détenu présente ses observations au directeur du pénitencier pour contester cet ordre, le directeur du péniten-

57(1) of the Act, the institutional head or urinalysis program co-ordinator shall

- (a) review the demand for a sample and the inmate's objections to determine whether there are reasonable grounds on which to require the sample; and
- (b) where the institutional head or urinalysis program co-ordinator determines that there are reasonable grounds, direct the inmate to provide the sample.

63. (1) For the purposes of paragraph 54(b) of the Act, the Service may establish a random selection urinalysis program for the purpose of ensuring the security of the penitentiary and the safety of persons by deterring the use of and trafficking in intoxicants in the penitentiary.

(2) A random selection urinalysis program shall provide for samples to be provided by inmates whose names have been chosen by random selection from among the names of the entire inmate population of the penitentiary.

64. (1) For the purposes of paragraph 54(c) of the Act,

- (a) any program or activity that requires that an inmate have access to the community or contact with a person from the community, where such access or contact could reasonably be expected to provide the inmate with an opportunity to have access to an intoxicant, is a prescribed program or activity; and
- (b) any treatment program that is designed to assist in the rehabilitation of an inmate who has a problem of substance abuse is a prescribed substance abuse treatment program.

(2) Urinalysis is a requirement for participation in a program or activity referred to in paragraph (1)(a) where an inmate requests authorization to participate in the program or activity and

- (a) has a record of substance abuse; or

cier ou le coordonnateur du programme de prises d'échantillons d'urine doit :

- a) examiner l'ordre de l'agent et les observations du détenu afin de déterminer s'il existe des motifs raisonnables d'exiger l'échantillon d'urine;
- b) s'il conclut qu'il existe des motifs raisonnables de le faire, ordonner au détenu de fournir l'échantillon d'urine.

63. (1) Pour l'application de l'alinéa 54b) de la Loi, le Service peut instaurer un programme de contrôle au hasard visant à garantir la sécurité du pénitencier et de quiconque et à prévenir l'usage et le trafic de substances intoxicantes à l'intérieur du pénitencier.

(2) Le programme de contrôle au hasard doit prévoir que chaque détenu doit fournir un échantillon d'urine lorsque son nom a été choisi au hasard parmi les noms de tous les détenus du pénitencier.

64. (1) Pour l'application de l'alinéa 54c) de la Loi :

- a) constitue un programme ou une activité impliquant des contacts avec la collectivité tout programme ou toute activité dans le cadre desquels le détenu est appelé à sortir dans la collectivité ou à entrer en contact avec une personne de la collectivité, lorsqu'il y a des motifs raisonnables de croire que cette sortie ou ce contact peuvent donner au détenu la possibilité d'avoir accès à une substance intoxicante;
- b) constitue un programme de désintoxication tout programme conçu pour favoriser la réadaptation du détenu souffrant d'une dépendance à l'égard d'une substance intoxicante.

(2) La prise et l'analyse d'échantillons d'urine sont des conditions de participation à un programme ou à une activité visés à l'alinéa (1)a) si le détenu qui demande l'autorisation d'y participer :

- a) soit a un dossier de consommation de substances intoxicantes;

(b) has been convicted of a disciplinary offence under paragraph 40(I) of the Act within two years of the request.

(3) Urinalysis is a requirement for participation in a substance abuse treatment program referred to in paragraph (1)(b) where an inmate requests authorization to participate in the program and urinalysis is an integral part of the program.

65. (1) For the purposes of section 55 of the Act, where an offender is required by a staff member to submit to urinalysis at regular intervals, the regular intervals shall be determined by assessing, in accordance with subsection (2), the risk of the offender not complying with a condition referred to in that section.

(2) In making an assessment pursuant to subsection (1), the following factors shall be taken into consideration:

- (a) the offender's record of substance abuse;
- (b) offences committed by the offender that were linked to substance abuse and for which the offender has been found guilty;
- (c) the ability of the offender to rehabilitate and reintegrate into the community, taking into account the offender's behavioural and emotional stability; and
- (d) the program and treatment needs of the offender.

(3) For the purposes of section 55 of the Act, where an offender is required to submit to urinalysis at regular intervals, the offender shall be informed of the length of the intervals.

(4) Where, pursuant to subsection 57(2) of the Act, an offender makes representations respecting the length of the intervals, the urinalysis program co-ordinator shall review the representations and confirm or vary the length of the intervals.

b) soit a été reconnu coupable d'une infraction disciplinaire selon l'alinéa 40I) de la Loi dans les deux années précédant sa demande.

(3) La prise et l'analyse d'échantillons d'urine sont des conditions de participation au programme de désintoxication visé à l'alinéa (1)b) lorsque le détenu demande l'autorisation de participer à ce programme et que la prise et l'analyse d'échantillons d'urine font partie intégrante du programme.

65. (1) Pour l'application de l'article 55 de la Loi, lorsque l'agent ou toute autre personne autorisée oblige le délinquant à lui fournir régulièrement des échantillons d'urine, la fréquence des prises d'échantillons d'urine doit être établie par une évaluation, faite conformément au paragraphe (2), du risque que le délinquant ne se conforme pas aux conditions visées à cet article.

(2) L'évaluation visée au paragraphe (1) doit être faite compte tenu des facteurs suivants en ce qui concerne le délinquant :

- a) son dossier de consommation de substances intoxicantes;
- b) les infractions reliées à la consommation de substances intoxicantes pour lesquelles il a été reconnu coupable;
- c) sa capacité de réadaptation et de réinsertion sociale, compte tenu de sa stabilité comportementale et affective;
- d) ses besoins en fait de traitements ou de programmes.

(3) Pour l'application de l'article 55 de la Loi, le délinquant qui est tenu de fournir un échantillon d'urine à intervalles réguliers doit être informé de la fréquence des prises d'échantillons d'urine.

(4) Lorsque le délinquant présente ses observations au sujet de la fréquence des prises d'échantillons d'urine aux termes du paragraphe 57(2) de la Loi, le coordonnateur du programme de prises d'échantillons d'urine doit examiner ces observations et confirmer ou modifier la fréquence des prises d'échantillons d'urine.

Collection of Samples

66. (1) A sample shall be collected in the following manner:

- (a) a collector shall be of the same sex as the donor;
- (b) the collector shall ensure that the donor washes the donor's hands before providing a sample;
- (c) the collector shall provide the donor with a container for the sample and shall supervise as the donor provides the sample;
- (d) the collector shall give the donor up to two hours to provide a sample, from the time of a demand;
- (e) the collector shall ensure that the donor is kept separate from any other person except the collector and is supervised during the two hour period referred to in paragraph (d);
- (f) once the sample has been provided, the collector shall, in the presence of the donor,
 - (i) seal the container with a pre-numbered seal,
 - (ii) affix a label identifying the sample in such a manner that the identity of the donor is not disclosed to the laboratory,
 - (iii) initial the label to certify that the container contains the sample provided by that donor,
 - (iv) request the donor to initial the label and to certify in writing that the sample in the container was provided by that person, and
 - (v) where the person is unable or refuses to comply with a request referred to in subparagraph (iv), initial the label in the place of the donor and certify in writing, in the presence of another person, that the person who provided the sample was unable or refused to comply with the request; and
- (g) the collector shall maintain a record that indicates the number on the container that corresponds to the name of the donor.

Prises des échantillons d'urine

66. (1) La prise d'échantillon d'urine se fait de la manière suivante :

- a) l'échantillonneur doit être du même sexe que la personne qui fournit l'échantillon d'urine;
- b) il doit veiller à ce que la personne se lave les mains avant de fournir l'échantillon d'urine;
- c) il doit remettre à la personne un contenant pour son échantillon d'urine et la surveiller pendant qu'elle s'exécute;
- d) il doit accorder un délai de deux heures à la personne pour fournir l'échantillon d'urine à compter du moment de sa demande;
- e) il doit veiller à ce que la personne soit gardée à l'écart de toute autre personne que lui-même et reste sous surveillance pendant le délai de deux heures prévu à l'alinéa d);
- f) lorsque la personne lui remet l'échantillon d'urine, il doit, devant elle :
 - (i) sceller le contenant avec un sceau préalablement numéroté,
 - (ii) apposer sur le contenant une étiquette désignant l'échantillon de manière que l'identité de la personne ne soit pas révélée au laboratoire,
 - (iii) parafer l'étiquette pour attester que le contenant contient l'échantillon d'urine fourni par cette personne,
 - (iv) demander à la personne de parafer l'étiquette et d'attester par écrit que l'échantillon d'urine dans le contenant provient d'elle,
 - (v) si la personne est incapable ou refuse de se conformer à la demande visée au sous-alinéa (iv), parafer à sa place l'étiquette et attester par écrit, en présence d'un témoin, que la personne est incapable ou refuse de se conformer à cette demande;
- g) il doit garder un registre indiquant le numéro de contenant et le nom qui y correspond.

(2) Where a person fails to provide a sample in accordance with subsection (1), the person shall be considered to have refused to provide the sample.

Testing of a Sample

67. The testing of a sample shall be conducted in the following manner:

- (a) the urinalysis program co-ordinator shall, before sending the sample to a laboratory, enquire whether any over-the-counter or prescription medication was being taken by the donor at the time the sample was provided, and shall inform the laboratory of any such medication;
- (b) the sample shall be tested by the laboratory, using an approved procedure; and
- (c) if the result of the initial screening test is positive, a confirmation test shall be conducted on the sample.

Reporting of Test Results

68. (1) A laboratory shall submit to the urinalysis program co-ordinator a certificate and, where requested by the institutional head, an electronically transmitted copy of the certificate, that states the results of the test.

(2) The urinalysis program co-ordinator shall give the donor a copy of the laboratory certificate respecting the sample.

Consequences of Positive Test Results

69. For the purposes of a hearing of a disciplinary offence referred to in paragraph 40(k) of the Act, a certificate referred to in subsection 68(1) that states that the result of a urinalysis test is positive establishes, in the absence of evidence to the contrary, that the inmate who provided the sample has committed the offence.

(2) Le défaut de fournir un échantillon d'urine conformément au paragraphe (1) est réputé être un refus de le fournir.

Analyse des échantillons d'urine

67. L'analyse de l'échantillon d'urine se fait de la manière suivante :

- a) avant d'envoyer l'échantillon d'urine au laboratoire, le coordonnateur du programme de prises d'échantillons d'urine doit demander à la personne qui fournit l'échantillon d'urine si elle consommait un médicament en vente libre ou sur ordonnance au moment de la prise d'échantillon d'urine et, le cas échéant, en informer le laboratoire;
- b) le laboratoire doit analyser l'échantillon d'urine selon une méthode approuvée;
- c) lorsque le résultat de l'analyse initiale est positif, le laboratoire doit procéder à une analyse de confirmation.

Rapports des résultats d'analyses

68. (1) Le laboratoire doit remettre une attestation du résultat de l'analyse au coordonnateur du programme de prises d'échantillons d'urine et, sur demande du directeur du pénitencier, en fournir une copie par transmission électronique.

(2) Le coordonnateur du programme de prises d'échantillons d'urine doit remettre une copie de l'attestation du laboratoire à la personne qui a fourni l'échantillon d'urine.

Conséquences des résultats positifs

69. Aux fins de toute audition d'une infraction disciplinaire visée à l'alinéa 40k) de la Loi, l'attestation visée au paragraphe 68(1) portant que le résultat de l'analyse d'échantillon d'urine est positif établit, jusqu'à preuve contraire, que le détenu qui a fourni l'échantillon a commis l'infraction en cause.

70. For the purposes of a hearing or review respecting the contravention of a condition of release, a certificate referred to in subsection 68(1) that states that the result of a urinalysis test is positive establishes, in the absence of evidence to the contrary, that the offender who provided the sample has failed to comply with a condition referred to in section 55 of the Act.

71. Where an inmate is found guilty of a disciplinary offence referred to in paragraph 40(k) of the Act, the inmate may, in addition to any sanction imposed pursuant to subsection 44(1) of the Act, be required to provide a sample each month until three consecutive negative monthly samples have been provided.

72. Where an offender who is released by the National Parole Board is unable or refuses to provide a sample or provides, pursuant to section 55 of the Act, a sample that is positive the Service shall inform the National Parole Board, in writing, and shall

- (a) ensure that the offender is provided with counselling or other appropriate post-release intervention; or
- (b) proceed in accordance with section 135 of the Act.

USE OF FORCE

73. (1) Where a person suffers an injury or death in a penitentiary as a result of the use of force, any staff member who has knowledge of the incident shall immediately call health care staff to the scene and notify the institutional head or a staff member designated by the institutional head.

(2) Where the institutional head or staff member designated by the institutional head is notified pursuant to subsection (1) of a serious injury or a death, the institutional head or staff member shall, as soon as practicable,

- (a) notify the head of the region and the appropriate police department; and
- (b) submit a report to the regional head that details all of the circumstances that led to the injury or death.

70. Aux fins de tout examen, réexamen, audition ou révision concernant le défaut de respecter une condition de mise en liberté, l'attestation visée au paragraphe 68(1) portant que le résultat de l'analyse d'échantillon d'urine est positif établit, jusqu'à preuve contraire, que le délinquant qui a fourni l'échantillon ne s'est pas conformé à une condition visée à l'article 55 de la Loi.

71. En plus de toute peine qui lui est infligée aux termes du paragraphe 44(1) de la Loi, le détenu qui est déclaré coupable d'une infraction disciplinaire visée à l'alinéa 40k) de la Loi peut être tenu de fournir un échantillon d'urine tous les mois jusqu'à ce qu'il ait fourni trois échantillons négatifs successifs.

72. Lorsque le délinquant libéré par la Commission nationale des libérations conditionnelles est incapable ou refuse de fournir un échantillon d'urine ou que le résultat de l'analyse de l'échantillon d'urine qu'il fournit conformément à l'article 55 de la Loi est positif, le Service doit en informer par écrit la Commission nationale des libérations conditionnelles et doit, selon le cas :

- a) veiller à ce que le délinquant reçoive des services de counseling ou toute aide postlibératoire indiquée;
- b) prendre une mesure prévue à l'article 135 de la Loi.

USAGE DE LA FORCE

73. (1) Lorsque, dans un pénitencier, l'usage de la force occasionne une blessure grave ou un décès, tout agent qui a connaissance de l'incident doit appeler immédiatement sur les lieux le personnel des services de santé et informer le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui.

(2) Lorsque, conformément au paragraphe (1), le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui est informé d'une blessure grave ou d'un décès, il doit, aussitôt que possible :

- a) aviser le responsable de la région et le service de police compétent;
- b) fournir au responsable de la région un rapport exposant toutes les circonstances entourant la blessure ou le décès.



FOR GOVERNMENT USE ONLY POUR USAGE DU GOUVERNEMENT SEULEMENT	
Special Investigations Directorate File No. N° de dossier de la Direction des enquêtes spéciales	Date Received (Y-A M D-J) Date de réception

CONSENT TO A CRIMINAL RECORD VERIFICATION CONSENTEMENT À LA VÉRIFICATION DE L'EXISTENCE D'UN CASIER JUDICIAIRE

This form must be completed and signed by each individual who is currently on the Board of Directors of the Bidder/Offeror/Supplier and provided with the Bid/Offer/Arrangement.
Le présent formulaire doit être rempli et signé par chaque membre du conseil d'administration du soumissionnaire/de l'offrant/du fournisseur et fourni avec la soumission/l'offre/l'arrangement.

A PRIVACY ACT STATEMENT ÉNONCÉ CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

The personal information requested on this form is collected under the authority of subsection 750(3) of the *Criminal Code*, paragraph 42(1(c)) of the *Financial Administration Act*, and sections 7 and 21 of the *Department of Public Works and Government Services Act*. The information will be used for validating the criminal conviction certifications necessary for obtaining or maintaining a procurement instrument. It may be shared with other government departments, agencies, as well as provincial, territorial, and federal courts, within the limits of what is required to conduct the criminal conviction verification.

A refusal to provide information will result in the bid/offer/arrangement being rejected or the contract terminated, the standing offer being set-aside or the supply arrangement being cancelled, as applicable.

The personal information is described in personal information bank PWGSC PPU 184 - Integrity Assessment Program. Individuals have a right of access to, correction of and protection of their information in accordance with the *Privacy Act*.

Les renseignements personnels demandés dans le présent formulaire sont recueillis en vertu du paragraphe 750(3) du *Code criminel*, du paragraphe 42(1(c)) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et des articles 7 et 21 de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*. Ces renseignements seront utilisés pour valider les attestations de condamnation au criminel nécessaires pour obtenir ou conserver un instrument d'approvisionnement. Les renseignements peuvent être diffusés à d'autres ministères et organismes fédéraux, ainsi qu'à des tribunaux provinciaux, territoriaux et fédéraux, dans les limites de ce qui est requis pour la vérification des condamnations au criminel.

À défaut de fournir les renseignements demandés, la soumission/l'offre/l'arrangement sera rejeté ou le contrat résilié, l'offre à commandes sera mise de côté ou l'arrangement en matière d'approvisionnement sera annulé, selon le cas.

Les renseignements personnels sont décrits dans les fichiers de renseignement personnels n° TPSGC PPU 184 - Programme de l'évaluation de l'intégrité. Les personnes ont le droit d'accéder aux renseignements personnels qui les concernent, ainsi que de les faire corriger ou protéger, conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

B BIOGRAPHICAL INFORMATION - Must be completed by the individual RENSEIGNEMENTS BIOGRAPHIQUES - À remplir par l'individu

Family Name (Last Name) - Nom (de famille)	Family Name at Birth - Nom de famille à la naissance
Full Given Names (No initials) - Prénoms au complet (aucune initiale)	
All other previously used names (i.e. maiden name, previously married names, legal name change, nicknames) Tout autre nom utilisé (tel que nom de jeune fille, noms maritaux précédents, changement de nom légaux, sobriquets)	
Gender - Sexe <input type="checkbox"/> Male Masculin <input type="checkbox"/> Female Féminin	Date of Birth - Date de naissance (Y-A M D-J)

Current Residential Information Information résidentielle actuelle

Apartment No. - N° d'appartement	Street No. - N° civique	Street Name - Nom de la rue
City - Ville	Province	Postal Code - Code postal

C	CONSENT - Must be signed by the individual CONSENTEMENT - Doit être signé par l'individu
----------	---

I, the undersigned, confirm that I have read and understand the above *Privacy Act* statement and that I consent to the collection and use of my personal information as described therein.

Je, soussigné, confirme avoir pris connaissance de l'Énoncé concernant la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et consens à la collecte et à l'utilisation des renseignements personnels fournis aux présentes.

Signature	
Print Name - Nom en lettres moulées	Date (Y-A M D-J)

D	ADMINISTRATIVE INFORMATION - Internal Government Use Only RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS - Pour usage interne du gouvernement seulement	
Requesting Branch/Sector/Directorate/Division - Direction générale/Secteur/Direction/Division requérante		
Solicitation/Proposed Contract No. - N° de la demande de soumission/N° du contrat		Date of Request (Y-A M D-J) Date de la demande
Requesting Contact Person - Personne-ressource requérante		Contact Person Tel. No. - N° de tél. de la personne-ressource



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

21280-13-0024

Security Classification / Classification de sécurité

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LYERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction
Public Safety		Correctional Service Canada, Halifax, NS
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Urinalysis Testing in HRM		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

21260-13-0024

Security Classification / Classification de sécurité

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED materiel or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Canada



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

21280-13-0024

Security Classification / Classification de sécurité

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COMSEC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

21280-13-0024

Security Classification / Classification de sécurité

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Peter Wickwire

Title - Titre

AD

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

(902)426-1809

Facsimile No. - N° de télécopieur

(902)426-6579

E-mail address - Adresse courriel

Peter.Wickwire@csc-cc.gc.ca

Date

12/04/30

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

SHERA C. CARROLL

Title - Titre

SECURITY
SR PROJECT OFFICER

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

506 857 4088

Facsimile No. - N° de télécopieur

506 857 4136

E-mail address - Adresse courriel

sherac@cscc.gc.ca

Date

12 05 03

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?

Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

SEC. CC.

☐ No ☐ Yes
☐ Non ☐ Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Susan Collier

Title - Titre

Supply Specialist

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

902-496-5550

Facsimile No. - N° de télécopieur

902-496-5016

E-mail address - Adresse courriel

scollier@psc.gc.ca

Date

Aug 23/2012

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Julie Antiporda

Title - Titre

Contract Security Officer, Contract Security Division

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

Julie.Antiporda@psc.gc.ca

E-mail address - Adresse courriel

Julie.Antiporda@psc.gc.ca

Date

Sept. 5/2012

Tel/Tél - 613-960-6342 / Fax/Télec - 613-954-4171

L'analyse d'urine pour le mois de

[illegible]

Nombre de test à tarif 1- _____ X \$ _____

Nombre de test à tarif 2-	X	\$